

ROBERTO J. PAYRO

Le petit-fils du gaucho (1946)

Partie 2. Chapitre V

Seule l'ingénuité de Vazquez est comparable à la bêtise de Camino ; dédaignant un effet théâtral, je dirai que Vazquez ne resta pas longtemps à son banc de député, ni Camino dans son fauteuil de gouverneur, Vazquez parce que Camino ne le voulait pas, et Camino par ... ce que l'on saura par la suite.

L'ex-président avait pris ses mesures en homme aux vues claires et larges connaissant bien le coeur humain pour garder, tout le temps qu'il serait possible, la plus grande somme possible d'influence, mais non avec la candide illusion que nous lui attribuions de continuer à gouverner entre des rideaux et de faire du nouveau Président un simple homme de paille. Dès les premiers tâtonnements, je pus m'apercevoir que l'instrument ne lui obéissait pas, et que, pour l'instant, mieux valait garder le silence. Mais quelques écervelés, plus papistes que le pape, se mirent à dédaigner le nouveau Président, et à ne pas exécuter

ses ordres avec la soumission voulue, comme s'ils ne dépendaient pas de lui et comme s'il ne pouvait pas les débarquer quand il le voudrait. Un de ces imprudents fut mon gouverneur, celui du célèbre « *Encadrez Camino* » !

Ce fut une grande maladresse de sa part. Notre province s'était pacifiée peu à peu, et l'opposition, sous une main de fer, confessait son impuissance, se bornant à critiquer « *l'officialisme* » dans l'intimité de ses réunions privées et dans la publication confidentielle de ses journaux. Avec la Garde des Prisons, bataillon de ligne créé quelques années auparavant, et le corps d'agents de police et de pompiers, organisés et disciplinés par moi, j'avais une arme qui m'appartenait presque exclusivement et dont j'eus l'occasion de me servir.

Le Gouverneur d'une province voisine gêna le Président, il était plus récalcitrant que Camino et des avis ne manquèrent pas de me parvenir, m'insinuant combien on me serait reconnaissant de mon aide pour amener un changement de situation. Comme la provenance de ces invitations m'en garantissait l'authenticité, je n'hésitai

pas à organiser un parti de gardes de prisons et d'agents de police habillés en civils. Malheureusement, je ne pouvais pas les commander en personne sans compromettre gravement «*l'autonomie des provinces*», mais un de mes amis, député et ex-rédacteur de **Los Tiempos**, Ulysse Cabral, mon témoin dans mon duel, s'engagea à me représenter et agir comme s'il était moi-même. Le changement désiré se fit avec peu d'effusion de sang et je sus que le Président m'en savait gré.

Par le même canal, très confidentiel, il me fit savoir peu après que le gouverneur Camino, mon propre gouverneur, n'était plus *persona grata*, et que, dans les hautes sphères, on le verrait avec plaisir remplacé par le vice-gouverneur Correa, homme en qui on avait la plus grande confiance en tant que patriote enthousiaste, fidèle, capable, et surtout parce qu'il était moins discrédité auprès de la société. Je dois confesser que, comme homme d'action et de pensée, Correa valait probablement moins que Camino. Mais il ne convenait pas d'avoir des yeux trop clairvoyants, et je

compris dès le premier moment ce que l'on attendait de moi : que je misse le feu à la mèche, que je cherchasse un prétexte pour jeter le Gouverneur dehors en altérant l'ordre le moins possible, sans révolution, avec le doigté nécessaire. Une « *agitation* » était, pour le moins, inévitable, car Camino n'abandonnerait pas son poste ainsi.

Mais, il devait lui-même me donner l'occasion d'ouvrir les hostilités car le poète latin a dit que Jupiter rend aveugles ceux qu'il veut perdre. Voici comment cela eut lieu. L'inaction de l'opposition et quelques exactions un peu trop exagérées de la part de ceux que la mauvaise presse appelait la « *garde prétorienne* », firent que le Gouverneur crut le moment venu « *d'entrer dans la normalité* » et exigea de moi le châtement d'un commissaire dont le délit consistait à avoir fait rosser une personne connue qui l'avait critiqué au sujet d'une étourderie : la fuite d'un voleur de bestiaux surpris sur en flagrant délit.

- *Si nous allons par là, Gouverneur, nous n'aurons bientôt plus de police*
– lui dis-je, gravement.
- *Mais voyez, mon ami, comment*

m'arrangent les journaux de Buenos Aires. Mes amis eux-mêmes me critiquent.

- *N'en faites pas cas. Il faut s'habituer à ces choses-là quand on est gouverneur. Si ce n'était pas cela, ils trouveraient un autre prétexte.*
- *Oui, mais je ne veux pas que l'on bâtonne les gens ... sans nécessité.*
- *Ne vous tourmentez pas et laissons à son poste ce commissaire qui est un tigre. Il nous ferait défaut un jour ou l'autre.*
- *Pour le moment, changeons-le. Envoyez-le à la campagne jusqu'à ce que l'on finisse de crier.*
Je haussai les épaules.
- *Qu'ils crient ... Si on laisse l'opposition mettre dehors un commissaire, demain on ne pourra pas l'empêcher que ce soit un gouverneur. Il ne faut pas avoir de faiblesses !*

Il ne répondit pas et n'insista pas sur le châtement du présumé coupable, mais il ne me pardonna pas, encore plus que ma désobéissance, ma franchise. Mais il faisait mon jeu et me fournissait le prétexte de lui donner le croc-en-jambe désiré. Certains indices,

quelques visites, des phrases entendues, un commencement d'éloignement parmi ses plus intimes, me firent comprendre que le gouverneur Camino me cherchait un remplaçant.

Je me rapprochai alors, avec ostentation, du vice-gouverneur, don Casiano Correa, vieux matois, avocat, glouton, joueur et avare, dont le petit corps, faible et insignifiant, cachait l'esprit le plus retors et le plus ambitieux que l'on pût imaginer. Quoiqu'il ne fût pas autant au courant que moi de ce qui se tramait, je flattai son ambition, lui insinuant que les faiblesses de Camino commençaient, à mon avis, à compromettre son gouvernement, et qu'il n'était pas impossible que le Président de la République lui-même intervint pour le faire démissionner.

- *Il provoque une scission du parti de la province, l'affaiblit et l'énerve ; ce n'est pas ce qu'il faut. Quand le Président saura cela, il y portera remède, soyez-en sûr, Correa.*
- *Mais comment ?* – demanda Correa pour me sonder.
- *Aussi facilement qu'il l'a fait dans d'autres provinces en provoquant une révolution, si c'est nécessaire. N'avons-*

nous pas été nous-mêmes à ... ?

- *C'est vrai ! – interrompit-il – La question est maintenant que le Président le sache.*

- *Vous pouvez le lui faire savoir au moyen d'un de vos amis. S'il n'est pas déjà au courant de tout.*

Je le conduisis à ce qu'il me demandât si « *dans un cas donné* » il pouvait compter sur moi.

- *D'une façon absolue ... Le gouverneur Camino me promet de me faire député national au prochain renouvellement du Congrès.*

Ce n'était pas vrai, et Correa ne le crut pas, mais il me promit solennellement que « *si cela arrivait à dépendre de lui* », je serais député national. Et il amorça l'intrigue que je conduisis admirablement, il faut le reconnaître, faisant que le Président fut tout à fait convaincu qu'il fallait « *passer la main* » au vice-gouverneur. Au moyen de mille renseignements plus ou moins autorisés, je lui fis croire que Camino était décidé, lorsque l'occasion se présenterait, à lui faire la plus violente opposition, afin que l'autre revînt. Comme si c'était possible ! Mais le Président était crédule, il craignait son

prédécesseur comme un fantôme, il était entouré de courtisans vénaux, et croyait nécessaire d'ébranler non seulement tous ses ennemis, mais tous ceux qui pouvaient le devenir. Il avait la folie de l'unanimité, à la Napoléon III à qui on le comparait. Il commença donc, à la grande surprise de Camino qui, jusqu'alors ne craignait pas de représailles, à lui montrer une certaine animosité, retardant les arrangements financiers qu'il demandait, insinuant que la Banque Nationale restreignait ses escomptes à ses amis personnels et lui donnant directement ou indirectement de nombreuses preuves qu'il avait perdu la faveur présidentielle et n'était plus en haute estime.

Comme ces indices ne passaient inaperçus de personne, beaucoup s'éloignèrent de lui comme ils s'étaient éloignés de moi en me voyant rompre ma première lance avec le gouverneur, et commencèrent à m'entourer comme si j'étais l'arbitre de la situation. Don Casiano Correa qui avait, lui aussi, sa cour, ne se tenait pas de joie en voyant s'approcher l'heure où il s'emparerait du mandat.

Camino, dans cet embarras, ne

trouva personne pour me remplacer. Seuls les plus discrédités, les inutiles, auraient accepté un poste dans lequel ils ne seraient restés que quelques mois, la volonté présidentielle se pressant déjà.

Il n'y eut qu'un homme de valeur qui aurait accepté le poste sous certaines conditions : Pedro Vazquez. Bien après, je l'appris de ses propres lèvres. Le gouverneur le lui offrit.

- *Je l'accepterais si vous me nommiez, mais vous ne me nommerez pas – lui dit Vazquez.*
- *Je ne vous nommerai pas ? Qu'est-ce qui m'en empêche ? J'en ai assez de Gomez Herrera qui me brouille avec le Président et le vice-gouverneur.*
- *Alors, vous pouvez me nommer si vous m'autorisez : Primo, à licencier la Garde des Prisons qui est anticonstitutionnelle et n'est pas nécessaire.*
- *Vous êtes fou ! ... – s'écria Camino –. Licencier la Garde des Prisons ! Cela équivaldrait à donner ma démission.*
- *Ce n'est pas mon avis. La police suffit à maintenir l'ordre et la province*

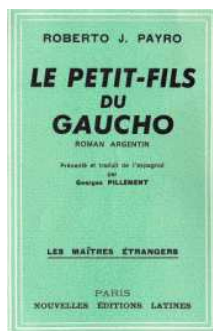
n'a pas besoin d'armée. On ne maintient pas l'ordre avec l'armée, mais avec la légalité. Cet acte, d'autre part, augmenterait considérablement le prestige du gouvernement. Quant aux autres conditions ...

- *Celle-là suffit !* – interrompit le gouverneur –. *Je préfère le doute d'être ou ne pas être déposé par le gouvernement à la certitude d'être jeté dehors par l'opposition. Vous êtes décidément fou, ami Vazquez !* Celui-ci ajoutait, en me racontant cela :

- *Je savais que sa chute était inévitable. Tout ce à quoi pouvait arriver Camino était de tomber « en beauté », comme disent les Français. Mais maintenant, personne ne se préoccupe plus de la beauté et pour gouverner vingt-quatre heures de plus, il y en a beaucoup qui braveraient la honte et le ridicule.*

Paroles prophétiques qui purent ensuite s'appliquer à plus d'un Président de la République. Les enfants et les fous disent la vérité.

Traduction de Georges PILLEMENT



Notes de Bernard Goorden, autre traducteur de Roberto J. PAYRO.

Le Petit-Fils du Gaucho (1946) ; Paris ; Nouvelles Editions Latines ; 1946, 318 p. (achevé à Uccle-lez-Bruxelles, le 9 décembre 1910) = ***Las Divertidas Aventuras de un Nieto de Juan Moreira*** (1911) ; Buenos Aires, Editorial Losada, 1944, 302 p.

Une première traduction, très partielle, sous le titre « ***Aventures divertissantes du petit-fils de Juan Moreira*** », a été publiée dans ***La Belgique artistique et littéraire*** (*Revue nationale du Mouvement Intellectuel*), Bruxelles, tome trente-quatrième, janvier-février-mars 1914, pages 173-190. Le nom du premier traducteur n'est pas mentionné mais Arnold Goffin en signe une « *préface* » aux pages 173-175. Voir :

<http://idesetautres.be/upload/PAYRO%20AVENTURES%20DIVERTISSANTES%20PETIT%20FILS%20JUAN%20MOREIRA%20BELGIQUE%20ARTISTIQUE%20LITTERAIRE%201914.zip>

Nous n'avons pas l'intention de revoir la traduction de notre aîné, Georges Pillement mais nous aurions conservé les prénoms d'origine : Teresa et Mauricio. Nous avons rendu un hommage à Georges PILLEMENT. Voir :

<http://www.idesetautres.be/upload/HOMMAGE%20A%20Georges%20PILLEMENT%20traducteur%20hispanophile.pdf>